



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1

Section I - Environnement
Affaire suivie par Martine FIALON
Tél direct : 04.90.67.70.30
Télécopie : 04.90.67.70.09
Mail : martine.fialon@vaucluse.pref.gouv.fr
Doc. : arrêté d'autorisation

SOUS-PREFECTURE DE CARPENTRAS

ARRETE PREFECTORAL

N° 17 du 22 février 2005

**autorisant la Société SABLIERES DU THIEULIN à exploiter
une installation de criblage, lavage et séchage de sable
sur la commune de CRILLON LE BRAVE, au lieu-dit
« La Plaine des Bérards »**

**Le Préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** le récépissé de déclaration du 25 février 1975 relatif à l'exploitation d'une installation de traitement de sable (criblage, séchage) et à des stockages de fuel ;
- Vu** la demande en date du 10 juin 2003, présentée par M. Jean FULCHIRON, président du Conseil d'administration de la Société SABLIERES DU THIEULIN, en vue d'être autorisé à modifier une installation de traitement de sable en ajoutant aux installations de criblage et séchage, une unité de lavage, sur le territoire de la commune de Crillon le Brave, au lieu-dit « la Plaine des Bérards »
- Vu** les pièces et plans produits à l'appui de cette demande ;
- Vu** les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 06 octobre au 06 novembre 2003 et les conclusions du commissaire enquêteur ;
- Vu** les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;

- Vu** les arrêtés préfectoraux n° 45 du 7 avril 2004 et n° 145 du 12 octobre 2004 portant sursis à statuer sur la demande ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 7 décembre 2004 ;
- Vu** l'avis de la Commission Départementale des Carrières du Vaucluse réunie le 13 janvier 2005 ;
- Vu** la transmission à l'exploitant, le 21 janvier 2005, du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de criblage, lavage et séchage de sable, au titre de la procédure contradictoire ;

Considérant que cet aménagement est nécessaire pour une meilleure valorisation du gisement de la carrière voisine ;

Considérant que l'exploitation des installations modifiées, conformément au dossier présenté ainsi qu'aux prescriptions du présent arrêté est de nature à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° SI2004-10-29-0050-PREF du 29 octobre 2004 portant délégation de signature à M. Robert SAUT, sous-préfet de Carpentras ;

A R R E T E

Article 1er :

La société SABLIERES DU THIEULIN dont le siège social est situé à LA LOUPE – 28240-, est autorisée à poursuivre et à modifier à Crillon le Brave, au lieu-dit « la Plaine des Bérards » les installations suivantes :

N° de rubrique	Désignation	Nature et volume des activités	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée étant supérieure à 200 kW.	Puissance de l'ensemble des moteurs et machines installées : 506,7 kw	A
2910-1	Installations de combustion : 2 MW < P > 20 MW	Puissance thermique maximale de l'installation de séchage : 2,58 MW	D

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation, à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation. Les prescriptions de l'arrêté type 2910 s'appliquent à l'installation de séchage.

L'établissement étant implanté sur le site d'une carrière autorisée, les prescriptions des arrêtés préfectoraux des 27 mars 2001 et 1^{er} octobre 2003 demeurent applicables lorsqu'elles ne sont pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Dispositions administratives applicables à l'ensemble de l'établissement

2.1 Arrêté ministériel du 22 septembre 1994

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié sont applicables aux installations de premier traitement faisant l'objet du présent arrêté.

2.2 Conformité aux dossiers et modifications

Les installations, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 10 juin 2003. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

2.3 Déclaration des incidents et accidents

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis à l'inspection des installations classées dans un délai défini par elle.

2.4 Contrôles et analyses (inopinés ou non)

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Ils seront

exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé. Les résultats seront adressés à l'inspection des installations classées. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

2.5 Enregistrements, résultats de contrôles et registres

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant trois années à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf réglementation particulière.

2.6 Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné. Elles sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.7 Cessation définitive d'activité

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il adresse au Préfet, dans les délais fixés à l'article 34.1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site dans son environnement et le devenir du site.

Article 3 : Dispositions techniques générales applicables à l'ensemble de l'établissement

3.1 Prévention des pollutions

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement sont aménagées et entretenues.

3.2 Prévention des pollutions accidentelles

3.2.1 Le ravitaillement des engins de chantier et des véhicules est réalisé sur une aire étanche.

Les eaux résiduelles de l'atelier, y compris les eaux de lavage des engins à moteur, ne pourront être évacués qu'après avoir traversé au préalable un décanteur déshuileur muni d'un regard permettant de vérifier que l'eau évacuée n'entraîne pas de liquides inflammables, huiles, solvants usés, etc...

Cet ensemble sera fréquemment visité. Il sera toujours maintenu en bon état de fonctionnement et débarrassé des boues et liquides retenus qui seront éliminés conformément aux dispositions prévues à l'article 3.6.

3.2.2. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduelles.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

3.2.3. Les produits récupérés en aucun cas ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

3.3. Pollution des eaux

3.3.1. Prélèvement d'eaux

L'appoint en eau de l'installation de lavage est assuré par un forage réalisé sur le site dont le débit est de 30 m³/h. Pour éviter les infiltrations directes, la tête de l'ouvrage est bétonnée sur plusieurs mètres. Le forage est équipé d'un compteur avec totalisateur et d'un clapet anti-retour. Un registre des consommations hebdomadaires est tenu à jour. Les volumes annuels d'eau pompée n'excéderont pas 70 000 m³ avec un volume journalier ne pouvant dépasser 500 m³.

Des contrôles de la qualité de la nappe seront réalisés au minimum tous les trimestres dans un piézomètre implanté en aval immédiat du bassin de décantation. Une analyse trimestrielle de type C3 avec dosage des hydrocarbures sera adressée à la Direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et à l'inspecteur des Installations Classées.

3.3.2. Eaux de procédés des installations

L'installation de lavage fonctionne en circuit fermé et nécessite une quantité horaire de 300 m³. Les eaux de traitement chargées d'argile sont dirigées vers un clarificateur associé à un système de floculation (le floculant utilisé pour le recyclage des eaux est agréé « eau potable »). Les boues résiduelles sont envoyées dans un bassin de décantation d'une contenance de 160 m³ dont le fond sera situé entre 286 et 287 NGF. Les boues séchées seront utilisées dans le cadre du réaménagement de la carrière voisine.

Une analyse trimestrielle de type C3 des eaux du bassin de décantation sera effectuée.

3.3.3. Eaux usées sanitaires

Les eaux domestiques sont recueillies dans une fosse septique.

3.4 Prévention de la pollution atmosphérique

3.4.1. L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission, l'envol et la propagation des poussières. Les aires de circulation des véhicules et les stocks de matériaux sont arrosés si nécessaire.

3.4.2. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Un système d'aspiration des poussières à la source au niveau des différents points d'émission est mis en place (four, cribles, silos).

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm^3 (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température – 2730 kelvin- et de pression –101,3 kilo pascals – après déduction de la vapeur d'eau – gaz sec-).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus ne peuvent excéder une durée continue supérieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

Au delà d'une teneur en poussières des gaz émis supérieure à 500 mg/Nm^3 , l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Des contrôles pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses sont effectuées tous les ans selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé. Un bilan annuel est adressé à l'inspecteur des installations classées.

3.4.2. Transport routier

Les camions chargés en sable brut en provenance de la carrière de Bédoin seront systématiquement arrosés avant d'emprunter la voie publique les reliant à l'installation de traitement. L'accès au site se fera entre 7 h et 19 h.

La livraison des produits finis au départ de l'usine se fera soit par camions citernes soit par véhicules systématiquement bâchés. Les horaires pour le chargement sont définis entre 6 h et 19 h.

3.5 Incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les abords de l'installation doivent être débroussaillés sur une bande d'au moins 50 m autour de chaque bâtiment.

Les moyens de défense contre l'incendie sont dimensionnés en accord avec le service d'Incendie et de Secours et en particulier :

- la défense extérieure est assurée par un poteau incendie normalisé de 100 mm, piqué sur une canalisation de 100 mm de diamètre et implanté sur le site,
- l'établissement est pourvu d'extincteurs à eau pulvérisée de 6 l ou d'extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à raison d'un appareil par 200 m². La distance maximale à parcourir pour en atteindre un est inférieure à 15 m,
- l'établissement est doté d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible,
- une alarme incendie audible de tous les points du site est mise en place,
- le personnel est formé et entraîné à la mise en œuvre des moyens de secours,
- des consignes très précises portant sur l'alerte des secours, l'intervention des moyens internes, l'évacuation des locaux et l'accueil des secours extérieurs sont affichées dans toutes les zones,
- les sorties de secours sont accessibles et rendues visibles en toutes circonstances.

3.6 Déchets

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant tiendra à jour un registre dans lequel seront consignées toutes les informations concernant la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations. Il ne remettra ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998, relatif au transport par route et au courtage de déchets ou il s'assurera que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information devra être reportée dans le registre précité.

3.7 Bruits et vibrations

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine des bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la sous-préfecture de Carpentras.

Article 13 :

Un avis sera inséré par les soins du sous préfet de Carpentras et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 14 :

Le sous-préfet de Carpentras, le maire de Crillon le Brave le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement , le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le commandant la compagnie de gendarmerie de Carpentras sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme sera adressée à l'exploitant.

Carpentras , le 22 FEV. 2005

Le préfet et par délégation
Le sous préfet


Robert SAUT



P. LE SOUS-PREFET
LE CHEF de Section délégué



Martine FIALON